

PLAN D' ACTIONS

PO INTERREGIONAL FEDER BASSIN DE LA LOIRE - AXE 1

PREVENTION ET GESTION DU RISQUE D'INONDATION

Négocié de juin 2013 à mai 2014, l'axe 1 du PO Interrégional FEDER Loire s'est construit autour d'un double contexte réglementaire :

- la déclinaison de la Directive Inondation en droit français avec le Plan de Gestion du Risque Inondation et sa déclinaison en Stratégies Locales de Gestion du Risque Inondation (SLGRI)
- la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations), définie par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, avec application au 1^{er} janvier 2016.

Ce contexte réglementaire devait permettre, au 31/12/2018, de mobiliser rapidement 3 M€ de FEDER dans l'accompagnement des collectivités dans l'élaboration de leurs 14 Stratégies locales, et d'envisager que 3 de ces 14 stratégies locales soient mises en œuvre à la même date.

La Loi NOTR du 7 août 2015 est venue reporter au 1^{er} janvier 2018 l'échéance d'application de la compétence GEMAPI, donnant un "coup de frein" à l'engagement des collectivités (dès la fin de l'année 2014) dans l'élaboration des Stratégies locales. Ces stratégies s'élaborent très progressivement, et leurs programmes d'actions sont peu détaillés. Elles doivent être complétées par la rédaction de PAPI (Programmes d'Actions de Prévention contre les Inondations) dont l'élaboration plus complexe est suivie d'une instruction à l'échelle du district hydrographique puis d'une labellisation au niveau national par la Commission mixte inondation.

En conséquence, les perspectives d'engagement de l'Axe 1 du PO Interrégional FEDER bassin de la Loire, dédié à la gestion du risque inondation, sont défavorables.

Il est donc demandé à la Commission, compte-tenu de cette évolution réglementaire indépendante de l'Autorité de Gestion, la révision du cadre de performance du PO Interrégional FEDER bassin de la Loire, en application de l'annexe II, point 5 du règlement UE n° 1303/2013 du 17 décembre 2013. (Partie I).

Il est également proposé d'engager un plan d'actions volontaristes permettant de soutenir de nouvelles typologies d'actions avec le FEDER. (Partie II).

1. La renégociation de certaines valeurs intermédiaires 2018 du cadre de performance du PO Interrégional (sans modification des valeurs cible 2023) et la correction d'une erreur technique.

>> CORRECTION D'UNE ERREUR TECHNIQUE SUR LE PO INTERREGIONAL LOIRE

• Indicateur ECMO - Etape Clef de Mise en Œuvre - Nombre de stratégies locales de gestion du risque inondation adoptées

Valeur intermédiaire 2018

La valeur intermédiaire 2018 de cet indicateur aurait dû être répartie par catégories de région selon la clef de répartition financière, comme acté dans le programme opérationnel : 58,8% pour les « régions en transition » / 41,2% pour les « régions plus développées ».

La valeur intermédiaire 2018 totale « 14 » aurait dû être répartie de la façon suivante :

- $14 \times 58,8\% = \text{« } 8,2 \text{ »}$ pour les « régions en transition » au lieu de « 7 »
- $14 \times 41,2\% = \text{« } 5,8 \text{ »}$ pour les « régions plus développées » au lieu de « 7 »

Valeur cible 2023

S'agissant d'une Etape Clef de Mise en Œuvre, il n'est pas pertinent de retenir une valeur cible 2023. C'est l'indicateur ISR 2 qui constitue la valeur cible 2023, avec 18 stratégies adoptées et mises en œuvre.

Il est donc proposé à la Commission de supprimer la valeur 2023 de cette Etape Clef de Mise en Œuvre.

>> DEMANDE DE MODIFICATIONS DE L'AXE 1 DU PROGRAMME

• Modification de la valeur intermédiaire de l'Indicateur Financier IF 1

L'Axe 1 du Programme Opérationnel mobilise 9 M€ de FEDER, répartis sur 4 actions. L'action 1, avec 3 M€ de FEDER, vise à accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration de leurs stratégies de gestion du risque inondation, en application de la Directive Inondation et du Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin de la Loire.

Lors de l'élaboration du PO Interrégional, en 2013 / 2014, il était envisagé d'accompagner l'adoption de 18 stratégies, avec un coût moyen d'élaboration d'une stratégie de 330 000 €, avec une aide FEDER de 50% soit 165 000 € par stratégie ($165\,000\,€ \times 18 = 2,970\,M€$ de FEDER, arrondi à 3 M€).

La dépense éligible générée par l'élaboration de ces 18 stratégies (environ 6 M€) constituait l'essentiel de la valeur intermédiaire 2018 de l'Indicateur Financier de l'Axe 1 (4 776 500 €).

Cette échéance semblait cohérente avec les orientations de la loi MAPTAM (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) du 27 janvier 2014 qui confiait la compétence « gestion du risque inondation » aux Intercommunalité à compter du 1^{er} janvier 2016.

Mais compte-tenu des évolutions réglementaires évoquées précédemment et de la rédaction « minimale » de certaines Stratégies Locales de Gestion du Risque

Inondation, les dépenses éligibles générées seront nettement inférieures à celles précisées dans le cadre de performance pour l'Indicateur Financier IF 1, d'autant qu'une grande partie des actions initiales ont été portées par les services de l'Etat avant désignation des porteurs de projets.

Il est demandé à la Commission Européenne de tenir compte de cette évolution réglementaire et du décalage temporel qui en résulte, en réduisant la valeur intermédiaire 2018 des dépenses éligibles de l'indicateur financier à 3,7 M€ (au lieu de 4,7 M€), sans pour autant apporter de modification à la valeur cible 2023 de cet indicateur financier (18 M€).

• Modification de la valeur intermédiaire de l'Indicateur de réalisation ISR 2 - Nombre de stratégies de gestion du risque inondation adoptées et mises en œuvre

L'indicateur de réalisation ECMO – Etape Clef de Mise en Œuvre – correspond à la quantification du nombre de stratégies adoptées : objectif à l'horizon 2018 = 14 stratégies adoptées.

L'indicateur de réalisation ISR 2 poursuit l'initiative engagée et mesurée par l'indicateur ECMO : il s'agit désormais de quantifier les stratégies de gestion du risque inondation adoptées et mises en œuvre.

La valeur intermédiaire 2018 de l'indicateur ISR 2 est fixée à 3 stratégies adoptées et mises en œuvre.

Compte-tenu du décalage dans l'élaboration des stratégies de gestion du risque inondation, et de la nécessité de définir des Programmes d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI) pour en définir les modalités de mise en œuvre opérationnelle, comme évoqué en préambule, il est demandé à la Commission Européenne de tenir compte de ce décalage temporel en réduisant la valeur intermédiaire 2018 de l'indicateur ISR 2 à 0 (au lieu de 3), sans pour autant apporter de modification à la valeur cible 2023 de cet indicateur (18).

• Modification de la définition de l'Indicateur de réalisation ISR 2 - Nombre de stratégies de gestion du risque inondation adoptées et mises en œuvre

Comme évoqué précédemment, la loi NOTRe vient également modifier le champ des compétences des collectivités locales : la compétence GEMAPI (Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations) est dévolue aux intercommunalités.

Ce sont donc principalement ces intercommunalités qui, sur les Territoires à Risque Important (TRI) d'inondation vont devoir mettre en œuvre les stratégies de gestion du risque inondation adoptées.

En conséquence, il importe de revoir la définition de l'indicateur de réalisation ISR 2 « stratégies adoptées et mises en œuvre ».

Initialement, la définition de l'indicateur proposée lors de la négociation du Programme Opérationnel Interrégional est la suivante :

- Critère 1 = 100% du territoire couvert par la SLGRI dispose de cartes de surfaces inondables
- Critère 2 = 25% des collectivités territoriales disposent d'un Plan de Continuité d'Activité (intégrant un volet Plan Communal de Sauvegarde)

- Critère 3 = 25% des entreprises disposant d'un chiffre d'affaires > 5 M€ ont bénéficié d'un diagnostic de vulnérabilité
- Critère 4 = 20 repères de crues installés.

Compte-tenu de l'évolution de compétences proposée par la loi NOTRE, il est demandé à la Commission Européenne la possibilité d'ajuster la définition du critère 2 de l'Indicateur ISR 2 comme suit :

- Critère 2 = 100% des intercommunalités concernées par la Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation disposent d'un Plan de Continuité d'Activité (intégrant un volet Plan Communal de Sauvegarde)

2. L'engagement d'actions proactives, à destination des intercommunalités en TRI pour initier, en liaison avec les Régions et les services de l'Etat, l'émergence de projets structurants.

>> MOBILISATION DU FEDER EN APPUI D'UNE REALISATION EXEMPLAIRE / EMBLEMATIQUE DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE INSCRITE AU PROGRAMME D'ACTIONS DE LA SLGRI

• Réalisation exemplaire / emblématique de réduction de la vulnérabilité

Les actions inscrites dans les premières Stratégies Locales de Gestion du Risque Inondation visent prioritairement au confortement des systèmes d'endiguement pour lesquels la mobilisation du FEDER est proscrite.

D'autres actions structurantes ne peuvent être aidées par le FEDER qui se concentre sur le soutien à des diagnostics de vulnérabilité, à des études.

Pour autant, le fort épisode pluvieux du mois de Juin 2016 et les inondations qui l'ont suivi, ont montré qu'un certain nombre d'investissements étaient nécessaire pour réduire la vulnérabilité aux inondations de certains équipements publics.

La mise en œuvre de ces travaux inscrits dans les stratégies territorialisées de gestion du risque inondation pourrait donc être accélérée par le soutien financier du POI FEDER bassin de la Loire.

Les investissements visés devront bénéficier aux territoires à risque important d'inondation (TRI) à raison d'une réalisation exemplaire /TRI et dans un objectif de rendre progressivement les territoires moins dommageables à une inondation majeure. L'objectif est que les activités puissent redémarrer rapidement après le passage d'une inondation et cette logique impose une adaptation préalable des territoires très vulnérables.

Les projets éligibles pourront être du type :

- Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des réseaux de distribution d'électricité existants et des équipements associés (transformateurs et postes techniques) sur un secteur cohérent et d'un seul tenant. Les projets concernant la création de nouveaux réseaux dits « résilients » sont écartés ;
- Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des captages d'alimentation en eau potable et des stations de traitements des eaux brutes associées permettant de poursuivre le traitement et la distribution de l'eau tant que celle-ci est jugée conforme à la consommation humaine par les autorités sanitaires compétentes (ARS). Les travaux d'interconnexion des réseaux de distribution d'eau potable sont aussi éligibles.
- Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des stations d'épuration des eaux usées existantes et nouvelles leur permettant un redémarrage rapide après le retrait de l'inondation du site ;
- Travaux d'adaptation des bâtiments publics existants ou à créer destinés à une mission de service public à fort enjeu local et ne pouvant être déplacés (centres de secours et d'intervention des SDIS, casernes de gendarmerie, hôtels de police, école...etc.). L'aide portera sur le « surcoût » engendré.

- Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des infrastructures et centres de réseaux de télécommunication (réseau téléphonique, liaisons Internet) existantes délivrant un service à au moins 20% de la population d'un TRI (sous réserve de la compatibilité avec la réglementation régime d'aide d'Etat).

● **Modification du PO Interrégional FEDER bassin de la Loire**

Il est demandé à la Commission européenne de bien vouloir modifier le PO Interrégional pour intégrer cette typologie d'investissements (évoqués ci-dessus) comme éligibles aux crédits du FEDER, dans le respect de la réglementation des aides d'Etat.

- Taux d'intensité de l'aide : 20% maximum
- Montant FEDER plafond : 750 000 € par dossier
- Autofinancement minimal : 20%

>> MOBILISATION DU FEDER EN APPUI DE DIAGNOSTICS DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES ENTREPRISES EN TRI

● **Diagnostic de vulnérabilité des entreprises situées dans les zones inondables des TRI dont le CA > à 5 M€**

La Commission Européenne a retenu comme critère pour constater que les Stratégies Locales de gestion du Risque Inondation adoptées étaient bien mises en œuvre, que 25% au moins des entreprises (dont le CA est > à 5 M€) situées en zones inondables dans le TRI (ou territoire à enjeu non TRI) aient bénéficié d'un diagnostic de vulnérabilité aux inondations.

Il est donc proposé d'engager TRI par TRI, ou à l'échelle de l'ensemble des TRI (ou territoires à enjeu non TRI) d'une même région, une prestation d'accompagnement des entreprises concernées. Cette prestation, gratuite pour les entreprises, pourraient être financées ainsi :

- 50% FEDER Loire (Action 2)
- 50% cofinancement local (régional / départemental / agglomération)

Pour inciter les collectivités du bassin à s'engager, il est proposé d'initier ce plan d'actions en région Centre-Val de Loire sur les TRI de Bourges, Tours et Orléans, et sur le territoire de l'agglomération de Blois, sur la base du plan de financement suivant :

- 50% FEDER Loire
- 50% Région Centre-Val de Loire



Région Centre-Val de Loire

9 rue Saint-Pierre-Lentin
CS94117

45041 Orléans Cedex

Tél. : 02 38 70 30 30

www.regioncentre-valdeloire.fr
www.europeocentre-valdeloire.eu
www.plan-loire.fr



Cette opération est cofinancée par l'Union européenne.
L'Europe s'engage sur le bassin de la Loire
avec le Fonds Européen de Développement Régional.

